



<u>Demandeur :</u>	EDF Renouvelables FRANCE
<u>Numéro de dossier :</u>	PC0381392410002
<u>Déposé le :</u>	23/02/2024
<u>Adresse des travaux :</u>	La Plaine des Bruyeres (Creys)
<u>Références cadastrales :</u>	0A-0575, 0A-0571, 227 0A-0250

Destinataire : **ENEDIS DR ALPES**
 11 RUE FELIX ESCLANGON
 38000 GRENOBLE CEDEX 09

OBJET : DESSERTE DU TERRAIN PAR LE RESEAU D'ELECTRICITE

J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire du dossier de la demande d'urbanisme susvisée.

La loi n°2000.1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains a supprimé les participations anciennement exigées au titre du 2è-d de l'article L 332.6.1 du code de l'urbanisme. Par conséquent, il n'est plus possible de mettre à la charge du pétitionnaire des participations pour extension ou renforcement de réseau public.

Aussi, vous voudrez bien désormais nous communiquer les renseignements suivants :

Le terrain est-il desservi ? OUI NON
 (Attention : il s'agit de la desserte du terrain par les équipements publics (sur domaine public)
 Ne pas confondre avec les équipements propres de nature privée (branchement).

Si le terrain est desservi, le réseau est-il suffisant ? OUI NON

En cas de renforcement de réseau, avez-vous l'intention de prendre à votre charge ce renforcement ?
 OUI NON **si oui, dans quel délai ?**

Si le terrain n'est pas desservi, et nécessite une extension de réseau, avez-vous l'intention de prendre à votre charge cette extension ? OUI NON **si oui, dans quel délai ?**

En outre, conformément aux dispositions de l'Article 51 de la loi n°2003-590 du 2 Juillet 2003 modifiant l'Article L 332.15 du code de l'urbanisme : « l'autorisation peut également, avec l'accord du demandeur et dans les conditions définies par l'autorité organisatrice du service public de l'eau ou d'électricité, prévoir un raccordement aux réseaux d'eau ou d'électricité empruntant, en tout ou partie, des voies ou emprises publiques, sous réserve que ce raccordement n'excède pas cent mètres et que les réseaux correspondants, dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet, ne soient pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures ».

Aussi, vous voudrez bien désormais me communiquer les renseignements suivants :

Si le terrain n'est pas desservi au droit du terrain, vous voudrez bien m'indiquer si la distance de raccordement excède 100 mètres **n'excède pas 100 mètres**

Dans ce dernier cas, dès réception de votre réponse, je prendrai contact avec le pétitionnaire afin qu'il se rapproche de votre service en vue de connaître les modalités financières et techniques de ce raccordement ; ce qui lui permettra de me donner ou non son accord.

Conformément à l'article R 421.15 du code de l'urbanisme, votre réponse devra me parvenir dans le délai d'un mois. A Défaut de réponse dans ce délai, votre avis est réputé favorable.

Le 27 février 2024
 Maire,
 Olivier BONNARD



DATE, CACHET, VISA du SERVICE CONSULTE

